

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 463 - 14 janvier 1988 - Prix 2.50 F

AERONAUTIQUE

Les communistes relèvent le défi

En élaborant leur programme lors du 26^e Congrès, les communistes ont décidé d'en faire le programme de leur candidat André Lajoinie, mais également un outil pour les luttes quotidiennes.

Notre objectif de justice, de paix, de liberté, nécessite un vaste rassemblement de tous ceux et toutes celles qui ont intérêt au changement.

Les salariés de l'aéronautique, leurs familles, les jeunes, chômeurs, lycéens, étudiants de notre département aspirent à travailler à la « SNIA ».

La politique conduite depuis quinze ans dans ce domaine comme dans d'autres, conduit au déclin de cette industrie de pointe.

Les choix les plus récents de renforcer la militarisation de la recherche, de l'espace accélère le processus de soumission aux Etats-Unis et met en cause le développement civil de l'aéronautique et de l'espace.

Dans le domaine militaire, Mitterrand justifie la vente d'armes à l'Iran en prétextant

l'emploi en France, c'est un argument fallacieux puisqu'il n'y a jamais eu autant de suppression d'emplois dans les productions militaires alors que les crédits n'y ont jamais été aussi élevés.

Le choix de la paix et du désarmement est celui de l'avenir. C'est celui qui permet de développer l'aéronautique et l'espace civil créateur de dizaines de milliers d'emplois, de dégager des ressources importantes et nécessaires aujourd'hui, si la France veut conserver sa place dans le monde.

C'est la possibilité de nouvelles coopérations, en particulier avec les pays en voie de développement.

C'est le moyen de créer de nouvelles formations en phase avec les matériels et productions nouvelles.

C'est le moyen de créer de nouveaux équilibres, non plus basés sur la terreur mais sur de véritables coopérations bénéfiques pour tous.

En France, des besoins

existent et nous sommes en capacité de les produire comme par exemple les 100 bombardiers d'eau nécessaires à la lutte contre les incendies de forêt.

Avec leur programme dont est porteur André Lajoinie, les communistes de l'aéronautique montrent pour leur domaine qu'une autre politique est possible.

Comme les « Renault » qui ont fait reculer le gouvernement sur le changement statut de la Régie, il est possible d'imposer :

- l'embauche de 350 personnes à Saint-Nazaire ;
- la réalisation d'une chaîne ATR.

Avec l'ensemble des hommes, des femmes, des jeunes de notre département, en poursuivant et en amplifiant la lutte pour la Paix et le Désarmement, c'est notre emploi et l'avenir de notre industrie que nous défendons.

Jean-René TEILLANT,
membre du secrétariat
de la Fédération de L.-A. du P.C.F.



SPÉCIAL AÉRONAUTIQUE

Désarmement : un atout majeur pour l'aéronautique et l'espace.

170 000 emplois nécessaires pour défendre nos atouts civils.

40 milliards d'économies à réaliser sur le budget des armées.

Pour une autre politique économique et sociale

CONFÉRENCE DÉBAT

avec

Philippe HERZOG

Membre du Bureau politique du P.C.F.



SAINT-NAZAIRE

Vendredi 22 janvier, 20 h 30

Salle du Caméo-Plaisance

du 18
au 30 janvier

— 10 %

sur nos rayons :

Blanc

Bonneterie

Chemiserie

Couvertures

Couettes

Literie

Et tout le vêtement de travail

arrouet

100 ANS D'EXPERIENCE A VOTRE SERVICE

1, allée Duguay-Trouin - NANTES - Tél. 40.47.40.16

DÉSARMEMENT UN ATOUT MAJEUR

Des perspectives de luttes enthousiasmantes et porteuses d'emplois pour l'aéronautique et l'espace

L'idée dominante selon laquelle l'activité de « marchand de canon » de la France (troisième exportateur d'armes en 1986) serait un substitut aux difficultés économiques et sociales dans les autres domaines a aujourd'hui du plomb dans l'aile. L'accroissement actuel des crédits de l'activité militaire se traduit en fait par la multiplication des plans de licenciement

tés militaires vers le civil et à la remise en cause de l'intégration de la France dans le complexe euroatlantique.

Il est très important de voir le lien étroit existant entre surarmement, sous développement, et cancer financier. Les dépenses d'armement dans le monde ont atteint 1 000 milliards de \$ par an. Mais cela porte à un niveau

tribué à financer nos multinationales, notamment d'armement, et très peu le développement des productions pour la satisfaction de leurs besoins. Pour en sortir, il faut inverser les choses.

1986, l'effectif civil reculait de 5,9 % (- 4 760). En 1987 le civil continue de baisser et l'emploi militaire chute lui de - 9 % (- 7 000). Le budget 88 de la Défense contient 4 000 suppressions d'emplois dans les Arsenaux après 2 000 suppressions cette année.

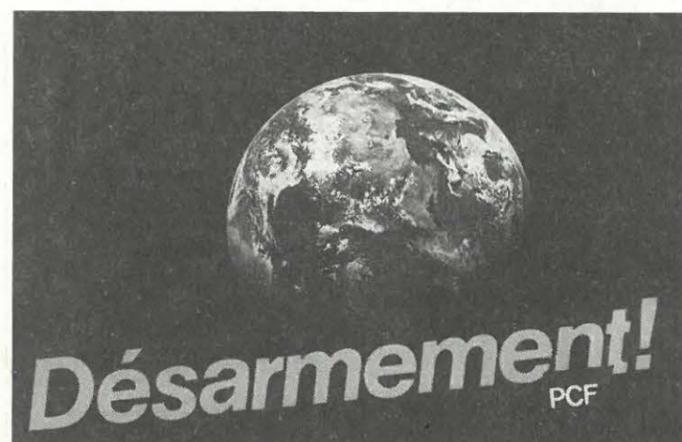
COMMENT REDRESSER NOTRE ECONOMIE PAR SA DEMILITARISATION

La militarisation de notre industrie n'est pas du tout une bonne chose. Alors que dans les activités civiles notre industrie a perdu 463 000 emplois entre 1980 et 85, non seulement le développement des activités militaires n'a pas compensé cette perte, mais il s'est traduit par 10 000 suppressions d'emplois supplémentaires dans ces secteurs, notamment dans les entreprises de sous-traitance. Le ministre Giraud vient d'annoncer 30 000 suppressions d'emplois dans l'ensemble des industries d'armement d'ici 1991, qui vont particulièrement toucher les Arsenaux d'Etat et les cinq grands groupes dominants. On arrive au paradoxe formidable suivant : il n'y a jamais eu autant de crédits militaires, il n'y aura jamais eu autant de suppressions d'emplois, de licenciements dans ce secteur.

Ainsi pour l'ensemble SNIAS - DASSAULT - THOMSON - CSF - SNECMA - MATRA de 1983 à

Avec 60 % des crédits de recherche publics alloués par l'armée, on assiste aujourd'hui à une véritable militarisation de la recherche qui l'affaiblit. Le « secret Défense » limite la circulation de l'information et les coopérations entre chercheurs. On ne sait plus ce que l'on est en droit de dire, cela induit un haut niveau de censure et d'autocensure très stérilisant. La démocratie prend des coups, les chercheurs, ingénieurs, techniciens des laboratoires s'orientent vers la recherche militaire sont triés en fonction de leurs opinions. On constate des inflations de coûts phénoménales et injustifiées qui alimentent facilement les profits capitalistes avec des fonds publics ; par exemple le coût prévisionnel du satellite d'observation militaire Hélios est de plusieurs fois supérieur à celui du satellite d'observation civile Spot pour une technologie très proche.

Tout cela va à contre courant de ce qui est nécessaire pour renforcer les positions de la France dans les domaines de haute technologie.



dans les entreprises concernées. Cela interpelle l'ensemble des salariés et l'idée qu'il faut se réorienter vers la stricte Défense Nationale et le développement d'activités civiles fait son chemin. Les luttes qui se développent chez Dassault (1 260 licenciements projetés), Thomson (2 500 licenciements en cours), la SNIAS, la SNECMA, les arsenaux, placent bien sûr au premier plan le maintien de l'emploi. Mais il émerge de plus en plus clairement que cet objectif est lié à la lutte pour la paix, au redéploiement des activi-

jamais atteint la crise des financements publics. Le surarmement creuse le déficit budgétaire américain. Le Pentagone a acheté pour 600 milliards de francs de matériel en 1986, soit 13,5 % de la production industrielle des Etats-Unis. Pour combler ce déficit, on hausse les taux d'intérêt et les pays qui doivent emprunter pour leur développement payent ainsi de plus en plus cher : leurs dettes s'alourdissent, leurs peuples subissent des prélèvements intolérables pour rembourser des emprunts qui ont largement con-



EN
VENTE
65 F
auprès
des
militants
commu-
nistes

ANDRÉ LAJOINIE
A COEUR OUVERT

L'EMBAUCHE UNE URGENCE

Les directions locales aérospatiales de St-Nazaire et Nantes vont annoncer avec grand renfort de publicité 50 embauches, il faut s'en féliciter. L'exigence, pour répondre aux besoins actuels et aux perspectives de développement c'est 350 emplois qu'il faut immédiatement.

Alors que l'entreprise n'est plus en capacité de prendre d'autres commandes, les 50 embauches ne compenseront pas le départ de 1988 auxquels il faut ajouter les 180 licenciements de 1987 (départ 55 et congés conversion).

Le débat que mènent les communistes dans l'entreprise sur l'embauche avec les travailleurs est celui des besoins :

- de se doter de moyens capables de nous permettre la prise de commandes nouvelles ;
- de développer de nouvelles fabrications ;
- de stopper des heures supplémentaires.

50 embauches c'est insuffisant cela ne correspond pas à une volonté de développement.

Il y a urgence à mener une grande lutte, pour leur part, les communistes avec leur candidat A. Lajoinie y sont résolus.

TECHNIP 6 ADHÉSIONS AU P.C.F.

La semaine dernière, 6 travailleurs de Technip St-Nazaire décidaient de rejoindre les rangs du P.C.F.

Dans la lutte que mènent les salariés de l'entreprise ils ont pu vérifier que seuls les communistes avaient une politique conforme à leur exigence de maintien de leur outil de travail. Que les élus communistes et eux seuls mettaient leurs actes en rapport avec leurs engagements et les intérêts des salariés de Technip.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

OFFRES SPÉCIALES

GO CUISINES



Alain GREGOIRE
48, Bd Victor Hugo
SAINT-NAZAIRE

45 % DE REMISE
sur MODELES
D'EXPOSITION
jusqu'au 31 janvier 1988

Tél. 40.66.33.64

D'ÉNORMES POTENTIELS

Les potentiels de développement de l'aéronautique et de l'espace sont énormes

Le programme Airbus est en plein développement. D'ici 2005, le consortium prévoit de vendre 30 % des 7 300 avions que les principaux constructeurs occidentaux estiment devoir produire pour satisfaire la demande solvable mondiale. Airbus prévoit de placer encore 900 des avions actuels (A 300-600, A 310), mais surtout l'élargissement de sa gamme devrait permettre grâce à l'A 300 et l'A 340, de rompre le monopole américain actuel pour ces types d'appareils. A cela il faut ajouter les avions de transports régionaux (type ATR) que la France produit en dehors d'Airbus, avec l'Italie. Jamais l'aéronautique civile n'a rencontré de telles perspectives de développement. Surtout si l'on ajoute que ceci ne représente qu'une partie des besoins auxquels l'aéronautique peut répondre. Il faut prendre en compte les possibilités de coopération avec l'Union Soviétique dont le marché aéronautique est équivalent à celui des Etats-Unis, il faut consi-

dérer le sous-développement du transport aérien qui existe dans les pays en voie de développement et envisager les coopérations possibles pour solvabiliser cette demande. Par exemple, sur la base des estimations de la Banque Mondiale, on peut calculer que la Chine aura besoin de 8 400 appareils d'ici l'an 2000, soit une multiplication par 15 de sa flotte actuelle. Dès lors, il faut prévoir de lancer rapidement de nouveaux programmes pour que la France continue d'être au premier rang sur ces marchés en croissance : un nouveau moteur de type « propfan » à hélices rapides, de nouveaux avions : un « 100 places », un avion répondant aux besoins spécifiques des pays en voie de développement ; il faut sortir de la veille technologique en ce qui concerne l'avion à grande vitesse et envisager le remplacement du Concorde.

Dans l'espace, les potentiels sont non moins considérables : il s'agit de préparer l'industrie de

l'espace du XXI^e siècle. Albert Ducrocq (« Science et Avenir » septembre 1987) estime qu'en 2010 le marché des matériaux élaborés grâce à l'existence de laboratoires spatiaux pourrait atteindre 6 000 milliards de francs. Cette industrie se prépare aujourd'hui, elle nécessitera des stations orbitales. Ariane V et Hermès sont nécessaires pour en garantir un accès indépendant.

Pour répondre à ces développements, un nombre considérable d'emplois sont à créer dans l'aéronautique et l'espace. Pour que la France garde en l'an 2000 le rang qu'elle occupe aujourd'hui, il en faut 20 000 de plus dans l'aéronautique civile, et pour l'espace le Président d'Ariane Espace estime qu'il faut en créer 18 000. A cela, il faut ajouter les 130 000 emplois à créer pour valoriser les technologies aérospatiales dans l'ensemble de l'industrie, en particulier les matériaux nouveaux et l'électronique.

MENACÉS PAR LE MILITAIRE

Le développement du civil est menacé par la militarisation

Mais la grande question d'aujourd'hui c'est que ces développements civils potentiels sont menacés par la militarisation. Dans l'aéronautique, nos groupes donnent la priorité au militaire, plus rentable que les programmes civils dont une part croissante est sous-traitée à l'étranger. Leur objectif est de conquérir une part de marché militaire américain. Cette orientation renforce les Etats-Unis dans leur offensive contre Airbus, les Américains font pression au GATT pour que l'industrie aéronautique européenne abandonne ses projets indépendants et intègre les programmes US. De reculades en reculades de nos dirigeants, ils sont en passe de l'obtenir : on parle en France de produire aux USA une version allongée de l'A 320 avec Mac Donnell Douglas, de faire avec eux le « 100 places » et le succes-

seur de Concorde. Les Etats-Unis s'appuient sur leur rôle de chef militaire de l'alliance Atlantique pour légitimer les financements militaires qu'ils accordent à leurs aviateurs. Par contre, les financements publics d'Airbus seraient illicites ! Le refus de la paix et du désarmement et l'attrait pour les financements publics américains conduisent la France et la RFA à s'aligner ; elles sont prêtes également à coopérer avec les USA pour l'espace militaire alors qu'une coopération civile avec l'URSS qui a dix ans d'avance pour l'exploitation d'une station orbitale est une chance historique à saisir.

La stratégie gouvernementale est en cours d'abandonner la production de matériels pour les besoins de note défense pour faire de Dassault un simple sous-traitant dans un complexe euro-

atlantique. Cela aurait bien sûr des conséquences sur notre capacité à assurer notre Défense nationale. Mais ce faisant, Dassault perdrait aussi des compétences en aéronautique qu'il est seul à avoir en France aujourd'hui et dont nous avons besoin pour le civil et pour développer des coopérations qui ne nous enferment pas dans celles existant actuellement dans Airbus.

Ensuite que constatons-nous ? Le programme Airbus est en plein développement et l'on y supprime des emplois. Plus les programmes d'Airbus avancent, plus ça profite aux autres pays de la coopération. Il y a bien là un champ de développement pour Dassault : participer à la reconquête de la part française dans les programmes Airbus en coopération avec les autres entreprises françaises.

PLUS D'EMPLOIS PLUS DE SALAIRES

pour l'efficacité économique

Les salariés de l'Aérospatiale de St-Nazaire peuvent faire visiter l'usine le 19 janvier à cinq personnes de leur choix.

Au-delà de l'opération publicitaire de la direction venant après les pages entières dans la presse locale ces derniers temps, se cachent sans nul doute d'autres objectifs à quelques semaines des élections au Comité d'Etablissement. Nous ne les développons pas ici. Les travailleurs de l'Aérospatiale dans leur majorité les connaissent et ne se font pas d'illusions.

Tout comme ils savent bien que si il est possible de visiter l'établissement, c'est qu'il existe encore. Et ce n'est pas une « lapalissade ».

rents, peut affirmer que ce n'est pas le cas.

Salaires insuffisants, récession continue des effectifs, acquis sociaux remis en cause, manque de formation, sous-traitance insensée, tout cela au détriment de la qualité des produits, des délais.

Cela ne peut continuer, ne peut plus durer. Il vaut mieux au contraire une politique toute autre sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, etc...

Il faut une politique industrielle et sociale performante, basée sur des investissements en hommes et moyens techniques.

Et c'est possible.



Ils ont en mémoire les luttes qu'ils ont dû mener pour en assurer la survie, imposer les programmes : les tout derniers sur la famille Airbus « l'A 320 pour ne citer que la plus longue bataille ».

Luttes dans lesquelles notre Parti Communiste s'est toujours trouvé en première ligne, en les soutenant, en y prenant une part active, en faisant des propositions.

Aujourd'hui, l'Aérospatiale St-Nazaire vit, mais peut-on dire qu'elle vit bien ?

Notre Parti Communiste qui est au contact des salariés, qui vit avec eux dans l'entreprise au travers de ses adhé-

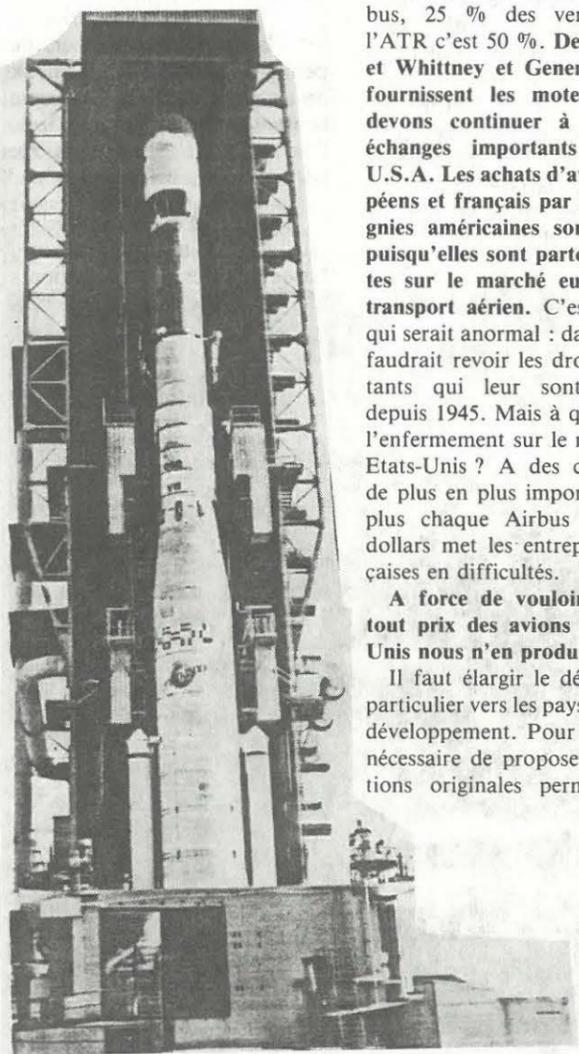
Il faut l'ATR 42 à Saint-Nazaire. Il faut des embauches, la CGT les a récemment chiffrées à plus de 300.

Mais tout cela ne viendra pas tout seul. Il n'est qu'à voir, lire ou écouter les déclarations ou prise de position des directions locales et générales mais aussi des organisations syndicales réformistes CGT-CGC - FO - CFDT, des autres partis politiques du P.S. à la droite pour s'en rendre compte.

Seules les luttes des salariés imposeront d'autres choix, le Parti Communiste appelle les travailleurs de l'Aérospatiale, de toutes catégories, à y participer et à les développer.

DEVELOPPER NOTRE AERONAUTIQUE

nécessite de la dégager de la domination des États-Unis qui font la loi dans ce secteur



Les États-Unis représentent un découché important : pour Airbus, 25 % des ventes, pour l'ATR c'est 50 %. De plus Pratt et Whittney et General Electric fournissent les moteurs. Nous devons continuer à avoir des échanges importants avec les U.S.A. Les achats d'avions européens et français par les compagnies américaines sont naturels puisqu'elles sont partout présentes sur le marché européen du transport aérien. C'est l'inverse qui serait anormal : dans ce cas il faudrait revoir les droits exorbitants qui leur sont accordés depuis 1945. Mais à quoi pousse l'enfermement sur le marché des États-Unis ? A des concessions de plus en plus importantes. De plus chaque Airbus acheté en dollars met les entreprises françaises en difficultés.

A force de vouloir vendre à tout prix des avions aux États-Unis nous n'en produisons plus.

Il faut élargir le débouché en particulier vers les pays en voie de développement. Pour cela, il est nécessaire de proposer des solutions originales permettant de

régler les problèmes financiers que cela pose. Par exemple, un grand nombre de compagnies aériennes africaines sont endettées, parfois en faillite. Des montages sont possibles dans lesquels les banques françaises convertissent des dettes en francs (dont une partie peut être annulée), offrent de nouveaux crédits avantageux pour l'équipement aérien et la formation des personnels. Une part du budget militaire doit être réorientée vers ces financements. Il faut également développer de nouveaux avions répondant aux besoins propres de ces pays : des avions polyvalents pouvant être facilement

convertis en cargos pour les transports alimentaires ou sanitaires d'urgence. MBB en RFA vient de négocier la réalisation d'un « 100 places » en commun avec la Chine, Mac Donnel Douglas fait la tournée des pays en voie de développement pour cela. **Qu'attend la France pour prendre de telles initiatives ?**

Parallèlement à l'élargissement du marché, il faut retirer au dollar son rôle de monnaie de paiement obligatoire de l'aéronautique. Pour commencer, il faut vendre en franc et en écu partout en dehors des États-Unis en proposant en même temps d'acheter en francs et en écu (matières pre-

mières, pétrole...). De nouvelles possibilités existent d'avancer dans ce sens avec la baisse actuelle du dollar. L'OPEP envisage de vendre non plus en dollar seulement mais dans un panier de monnaies, Edzard Reuter, directeur de Daimler Benz qui préside aux destinées de Dornier-MTU et qui est sollicité pour entrer dans MBB déclare que « la facturation de l'aéronautique en dollars pose problème ». Les compagnies aériennes américaines elles-mêmes peuvent être contraintes à acheter en monnaie autre que le dollar dès lors qu'il s'agit de couvrir des trafics extérieurs aux U.S.A.

COOPÉRER POUR DÉVELOPPER

Comment défendre l'intérêt national et des programmes de coopération ?

Les coopérations doivent servir à développer ceux qui coopèrent. Elles ne peuvent se substituer à nos efforts propres pour dévelop-

per nos atouts, elles doivent seulement permettre de les amplifier.

Si Airbus et Ariane Espace existent, c'est d'abord parce que

la France avait développé des atouts nationaux dans l'aérospatiale. Si les coopérations rabougrissent nos atouts, alors on ne pourra tout simplement plus en entamer de nouvelles.

Dans Airbus, il est nécessaire de redresser la barre et de développer nos parts de production dans l'A 320 et les futurs A 330 et A 340. Il faut développer les moyens de la SNIAS et intégrer Dassault dans les programmes. Des mesures sont à prendre concernant les règles internes de paiement dans le groupement Airbus.

Ensuite, toutes les coopérations de la France n'ont pas à passer par Airbus, elles peuvent être bilatérales comme pour l'ATR 42. Des coopérations sont à développer avec les pays en voie de développement (en particulier Chine, Inde, Afrique du Nord). Cela suppose que l'on sache faire toutes les parties d'un avion en particulier les moteurs et les ailes. Cela nécessite des coopérations franco-françaises et de faire bénéficier au civil le savoir-faire militaire de Dassault.

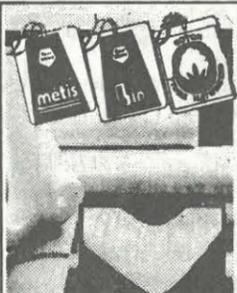
au tissierand breton 22 allée d'Orléans-Tél.: 40.48.42.80 (près tour Bretagne-Cours des 50-0tages)

BLANC 88: 10 % SUR TOUT! 20% et 30% SUR DES LOTS-AFFAIRES

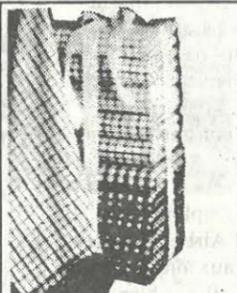
RIDEAUX



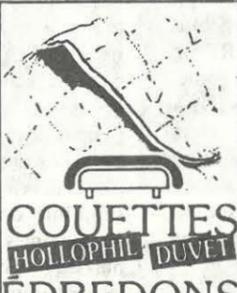
Nappes imprimées brodées dentelles.



Toiles et draps unies brodées et imprimées.



Linge d'office et de toilette



COUETTES HOLLOWPHIL DUVET EDREDONS OREILLERS

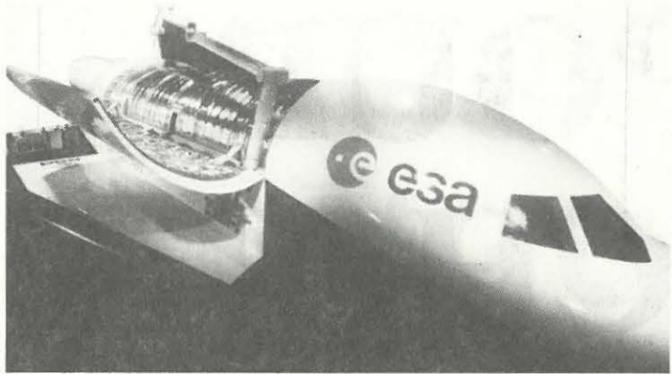


les couvertures pure laine vierge et en dralon, chaudes, moelleuses.

Offre valable jusqu'au 29 février 1988

Nous faire confiance - satisfait ou remboursé

Linage de Maison classique et raffiné



AGIR POUR LA PAIX DES ÉTOILES

Les exigences américaines concernant l'accès et l'exploitation de la station orbitale sont inacceptables. Les USA veulent militariser Columbus, en faire une base de l'IDS. D'autre part, ils ne veulent considérer la station que comme une extension de leur propre territoire, ce qui leur permettrait de s'appropriier tous les brevets et les droits. Ils ne peuvent faire accepter cela que s'ils sont les seuls à être en mesure d'accéder à Columbus d'où leur vive opposition à Hermès et les pressions qu'ils exercent sur nos partenaires pour que le projet n'aboutisse pas.

Il faut s'opposer à l'IDS : sa mise en œuvre signifierait la fin des coopérations internationales dans l'espace alors qu'il est essentiel au contraire que ces coopérations se développent pour que chaque peuple puisse accéder

gramme Hermès et en négociant des coopérations civiles avec les Soviétiques, elle peut faire pencher la balance vers la « paix des étoiles ». Les vastes retombées économiques que nous pouvons attendre de ces coopérations font que nous avons tout à y gagner. D'ores et déjà la direction du CNES affirme que lorsque nous investissons 1 franc dans l'espace cela rapporte 3 francs à notre économie. Il est possible d'aller beaucoup plus loin. Pourquoi ne pas créer des « joint ventures » entre Rhône-Poulenc, Elf, St-Gobain, etc., avec les Soviétiques pour développer ensemble les nouveaux matériaux de l'espace ? Nos industries sont sur ce point complémentaires. Mais il faut dénoncer l'écart entre les discours prometteurs du gouvernement et les actes. Pour mener à bien les programmes Ariane V, Hermès et



J.-Louis Le Corre, maire de Trignac, conseiller régional, travailleur de la SNIA-St-Nazaire, lutte avec les militants du P.C.F. pour l'embauche.

der aux nouvelles technologies et participer à la conquête de nouveaux mondes (Mars, Vénus...). La militarisation, outre les risques d'anéantissement, imposerait un recul insupportable dans la marche pour le développement de l'humanité toute entière.

Il ne s'agit pas de rompre les ponts avec les Américains, mais il faut un vaste mouvement dans l'opinion publique pour la paix et le désarmement afin de les conduire à coopérer avec nous sur des bases d'égalité et de réciprocité pour développer l'espace civil.

La France a une responsabilité particulière pour que ces coopérations civiles internationales se développent : en lançant sans attendre le pro-

gramme Hermès et en négociant des coopérations civiles avec les Soviétiques, elle peut faire pencher la balance vers la « paix des étoiles ». Les vastes retombées économiques que nous pouvons attendre de ces coopérations font que nous avons tout à y gagner. D'ores et déjà la direction du CNES affirme que lorsque nous investissons 1 franc dans l'espace cela rapporte 3 francs à notre économie. Il est possible d'aller beaucoup plus loin. Pourquoi ne pas créer des « joint ventures » entre Rhône-Poulenc, Elf, St-Gobain, etc., avec les Soviétiques pour développer ensemble les nouveaux matériaux de l'espace ? Nos industries sont sur ce point complémentaires. Mais il faut dénoncer l'écart entre les discours prometteurs du gouvernement et les actes. Pour mener à bien les programmes Ariane V, Hermès et

Il faut 5 milliards de francs pour doubler le budget du CNES : une partie des fonds consacrés au surarmement pourrait y être affectée. La proposition du PCF : que l'Etat se dote d'une loi de programmation pour la recherche spatiale qui garantisse un budget en croissance.

170 000 EMPLOIS NÉCESSAIRES POUR DÉFENDRE NOS ATOUTS CIVILS DANS L'AÉROSPATIALE ET LES VALORISER POUR REDRESSER NOTRE INDUSTRIE

■ DÉFENDRE NOS ATOUTS

Aéronautique civile

Maintien de la part française dans les programmes Airbus en cours et programmés
+ 10 000 emplois pour l'A320, A330 ou A340 ;
Lancer de nouveaux avions répondant à nos besoins et ceux des pays en voie de développement
+ 10 000 emplois pour des bombardiers d'eau, un avion 100 places à moteur propfan de conception française.
Préparer la future génération d'avion à grande vitesse de l'an 2000 (AGV)
+ 2 000 emplois de conception et d'études.

Espace

Suite aux récentes décisions de l'ESA, Frédéric d'Allest, Président d'Arianespace a précisé que les programmes Ariane V, Hermès et Columbus permettront dans les dix prochaines années de doubler les emplois de haute technologie dans l'industrie et les laboratoires français. « Notre ambition est de voir en France passer les emplois actuellement au nombre de 12 000 à 30 000 en 2005 ». C'est indispensable pour que la France garde sa part dans les programmes en cours.
— Préparation et lancement d'une industrie de matériaux dans l'espace en coopération avec les groupes Rhône-Poulenc, Elf, St-Gobain, Roussel Uclaf, Péchiney, Usinor-Sacilor en développant les possibilités actuelles d'utiliser les stations orbitales soviétiques : 1 000 emplois. Au début du XX^e siècle, cette industrie des matériaux née de l'espace peut occuper 20 000 emplois.

■ VALORISER NOS ATOUTS POUR REDRESSER NOTRE INDUSTRIE

Matériaux nouveaux

L'aérospatiale est le secteur industriel le plus en avance dans l'utilisation des matériaux composites, des fibres de carbone, des céramiques, des nouveaux alliages légers (aluminium, lithium). Ce savoir-faire est un atout majeur pour développer notre industrie en retard et dépendante de l'étranger dans ce domaine (Hercules USA, Toray Japon). Les équipes de l'aérospatiale doivent coopérer avec les utilisateurs et les producteurs potentiels de ces matériaux (groupes chimie et auto) créer de nouvelles capacités de productions, des machines pour les mettre en forme. Les matériaux nouveaux occupaient 33 000 travailleurs en 1985 : d'ici l'an 2000 la consommation doit être multipliée par deux tous les deux ans, en tenant compte des substitutions et des gains de productivité, il faudrait créer 80 000 emplois pour répondre à nos besoins.

Electronique automobile

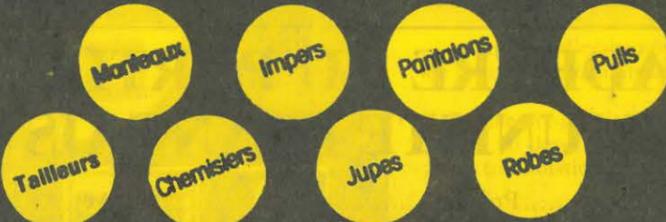
L'automobile de l'an 2000 c'est l'avion d'aujourd'hui ; elle sera truffée d'électronique pour les commandes, le contrôle, le radioguidage. Dès 1991, les experts prévoient que l'électronique auto représentera 10 % du prix d'un véhicule. Renault et PSA, les équipements (Valéo, Luchaire, etc.) ont un retard considérable dans ce domaine et les accords ou les achats à l'étranger se multiplient. Le savoir-faire de la construction aérospatiale, des équipementiers aéronautiques, de Thomson est un atout majeur pour permettre de rattraper ce retard. En 1991, il faudrait près de 50 000 emplois dans l'électronique automobile pour répondre à nos besoins.

SOLDES

CORNEILLE

46 av. de la République - SAINT-NAZAIRE

D
A
M
E
S



DES MILLIERS DE VETEMENTS DAMES VENDUS A DES

PRIX SACRIFIES - TOUT DOIT DISPARAITRE

LUTTER POUR D'AUTRES CHOIX

40 MILLIARDS D'ECONOMIE A RÉALISER SUR LE BUDGET DES ARMÉES ET A RÉORIENTER VERS DES DÉPENSES CIVILES

■ 20 milliards de francs par an à économiser sur la loi de programmation militaire actuelle (87-91) (dépenses d'équipement).

En renonçant aux programmes qui concourent au surarmement nucléaire de la France et non pas à la stricte maintenance de la dissuasion nationale, également en s'attachant à réduire les surcoûts injustifiés qui grèvent les contrats d'équipements de l'armée française. Pour cela, il faut instaurer la transparence des coûts et de la formation des prix.

■ 20 milliards de dépenses de fonctionnement et de recherche à réorienter immédiatement vers des activités civiles.

Aujourd'hui 60 % des crédits de recherche publics sont militaires. Dès la première année 17 milliards de francs de programmes militaires (sur un total de 54 milliards) peuvent être réorientés vers des programmes civils développés dans les mêmes laboratoires.

Par exemple, dans le budget du CEA pour 1987, 6,5 milliards de francs sont consacrés à la fabrication et à l'expérimentation des armes nucléaires françaises à Mururoa. Il faut dès la première année réorienter 50 % du budget « Armes » du CEA, c'est-à-dire 3 milliards, vers des recherches civiles.

Au total avec les 40 milliards de francs d'économie annuelle sur le militaire, on pourrait augmenter

■ De 25 milliards les crédits des laboratoires de recherche et de l'industrie pour leurs activités civiles en s'appuyant totalement sur leurs potentiels humains et technologiques de haut niveau. Le budget du CNES pourrait être doublé.

■ De 10 milliards les crédits de l'Education nationale, de l'Université pour dispenser les formations de haut niveau nécessaires aux avancées scientifiques et techniques de la France.

■ De 5 milliards l'aide pour la coopération de la France avec le Tiers-Monde. Cela permettrait de doubler le financement de la Caisse centrale de coopération économique.

□ SURARMEMENT : LES DÉPENSES D'EQUIPEMENT DANS LESQUELLES ON PEUT TAILLER

- Le M5 nouveau missile pour sous-marins nucléaires lance-engin (SNLE). Coût 73 milliards de francs jusqu'en 2000.
- Le S4 : pershing français. Coût : 30 milliards de francs d'ici 1996.
- 49 Mirage 2000 version nucléaire avec missile ASMP. Coût : 36 milliards de francs.
- Continuation du programme Hades (bombes à neutrons). Coût : 7,7 milliards de francs d'ici 1991.
- Armement chimique. Coût non communiqué.
- Porte-avions à propulsion nucléaire : la loi de programmation militaire dégage 5,5 milliards de crédits d'étude. Coût de 2 PAN avec équipements : 70 milliards de francs.
- Le M4 : 576 têtes nucléaires embarquées sur les SNLE d'ici 1992. Coût 51,5 milliards de francs. Les deux tiers du programme ont déjà été réalisés.

J'ADHÈRE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom Prénom Age

Activité

Adresse

Signature :

A retourner à PCF, Fédération de Loire-Atlantique, 41, rue des Olivettes, Nantes.

POUR DÉVELOPPER LES COOPÉRATIONS FRANCO-FRANÇAISES

La question n'est pas de s'inscrire dans ce qu'ils nous préparent pour s'en sortir « le mieux possible » mais bien de le combattre, de s'y opposer et de l'empêcher cas par cas. Imposer la fabrication du Rafale comme avion franco-français, outil de défense nationale, c'est remettre en cause le processus d'intégration euro-atlantique du gouvernement. Il faut imposer que la SNIAS qui s'apprête à sous-traiter à Saab, Rockwell, Lockheed, y substitue Crouzet, Thomson, la SAFIM,

qu'elle développe ses stato-réacteurs non pour les missiles mais pour l'avion à grande vitesse, que les groupes de la chimie et des matériaux coopèrent pour l'industrie de l'espace, que les équipements militaires fassent comme la SAGEM qui se lance dans les tableaux de bord pour la R 21. Des initiatives de coopération internationale impliquant les banques françaises, notamment le Crédit Lyonnais, sont également nécessaires.

ET NE PAS LAISSER A LA CONCURRENCE LES RETOMBÉES

Il faut être attentif à ce que les entreprises françaises ne laissent pas passer à la concurrence les retombées immédiates des programmes spatiaux européens. Prenons l'exemple des satellites de télévision directe. Ariane vient de placer en orbite le « TV Sat » allemand, puis ce sera le tour de TDF 1. Il y a 10 millions de récepteurs en

France, chacun devra être équipé d'une antenne dont le prix est environ de 6 000 francs, cela représente un marché de 60 milliards de francs, rien que pour notre marché intérieur. Eh bien aucune entreprise française n'est passée du prototype à l'industrialisation et dès 1988 les antennes japonaises seront en vente en Europe.



AEROSPATIALE BOUGUENAIS

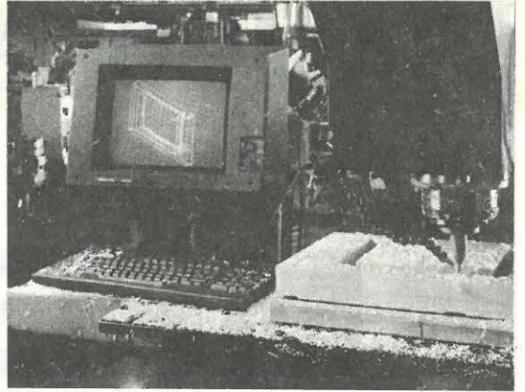
Les communistes exigent une autre politique



L'établissement de l'aérospatiale de Nantes a depuis dix ans perdu plus de 700 emplois et plus particulièrement des emplois productifs.

Cet état de fait place notre unité de production en position de fragilité dans une industrie où tout est recherché pour la rentabilité financière.

La base même de la politique de l'aérospatiale demeure la réduction de la masse salariale par la compression des salaires et des effectifs accompagnés de



l'amélioration de la productivité, le travail en heures supplémentaires, la sous-traitance systématique.

En clair : travailler plus longtemps, plus vite en gagnant moins.

Notre P.D.G. ne s'émeut plus de la baisse du dollar aujourd'hui, alors que pendant longtemps il avançait cet argument pour prôner l'austérité.

M. Martre explique à qui veut l'entendre que la baisse du dollar ne l'inquiète plus « car en fonction de la « règle d'or » qui est l'offre et la demande, nous sommes dans une situation où nous pouvons imposer le prix de nos produits.

C'est bien l'aveu que la situation est bonne comme nous l'avons toujours pensé et écrit. Cependant alors que depuis des années, notre société dégage des bénéfices importants, la baisse de notre pouvoir d'achat n'a cessé de chuter d'une façon considérable.

Les communistes de l'Aérospatiale de Bouguenais réclament des rémunérations à la hauteur des qualifications de chacun.

Seul un salaire motivant est de nature à placer notre usine en position pour faire face au marché fabuleux qui s'offre à notre industrie, à notre pays.

Pendant un moment à Bouguenais, l'argument était la carotte et le bâton. Aujourd'hui, c'est le bâton sans la carotte.

L'usine de l'aérospatiale de Bouguenais est hélas la dernière grande unité industrielle de l'agglomération nantaise. Alors que nous connaissons un taux de chômage à la hauteur des plus inquiétants du pays, notre direction qui est débordée avec un plan de charges excédentaire, transfère les productions en sous-traitance pour tenter de réduire les coûts, de remettre en cause les acquis sociaux et pratique les heures supplémentaires d'une façon systématique (plus de 5 000 h par mois).

Cette politique est néfaste et va à l'encontre des intérêts des salariés, à l'encontre des intérêts de notre localité.

Les communistes exigent de l'aérospatiale, une autre politique sur les besoins des personnels :

- des salaires qui assurent le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat ;
- une formation à la hauteur des besoins des salariés et de l'établissement ;
- un plan d'embauche pour faire face au plan de charges excédentaire pour longtemps ;
- une pré-retraite négociée à 55 ans pour permettre un départ mérité et l'embauche de jeunes avec transmission des savoirs dans l'établissement ;
- le maintien et le développement de nos capacités de production dans tous les secteurs et plus particulièrement dans celui des matériaux composites, du fraisage commande numérique, de l'assemblage des tronçons mais aussi dans le domaine technique et la recherche.

GAZ DE FRANCE. TOUTE NOTRE ENERGIE EST POUR VOUS.



MGTB Moradpour Guilder Tréguer Bely

